



## **TASK FORCE DE L'UPAP SUR LE RESPECT DU DECRET AMERICAIN**

### **Rapport actualisé et Final**

#### **1. Contexte**

- En juillet 2025, les Etats-Unis ont publié un décret suspendant l'exonération minimale de droits de douane de 800 dollars américains, rendant ainsi tous les envois postaux contenant des marchandises soumis à des droits de douane prépayés à compter du 29 août 2025. Les envois sans droits prépayés peuvent être refusés ou renvoyés.
- La Task Force de l'UPAP sur le respect du décret américain a été créée le 21 août 2025 afin d'analyser les impacts, de garantir la conformité et d'aider les opérateurs désignés africains (OD) à identifier les fournisseurs de solutions DDP qualifiés.
- La Task Force était composée des coprésidents, l'Egypte et le Malawi, et des autres membres suivants : l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Ghana, le Nigeria, le Sénégal et la Tanzanie.
- La Task Force a tenu sa réunion en ligne le 25 août 2025 et a préparé un rapport qui a été présenté aux membres le 2 septembre 2025 ;
- Ledit rapport figure en annexe 1 au présent rapport actualisé et final.

#### **2. Défis opérationnels et de conformité identifiés**

- Les transporteurs aériens refusent de transporter le courrier postal vers les Etats-Unis, quelle que soit sa catégorie, ce qui complique l'acheminement des envois.
- De nombreux bureaux de poste ont suspendu l'envoi de courrier vers les Etats-Unis.
- La perception des droits à l'acceptation et leur versement sont coûteux et inefficaces sur le plan opérationnel.
- La volonté des transporteurs de verser les droits au CBP est inégale, et les directives relatives à la sélection des parties qualifiées (PQ) n'étaient pas précises.

#### **3. Solution mondiale DDP de l'UPU**

- La solution mondiale DDP (Delivered Duty Paid) de l'UPU a été introduite en tant que modèle standardisé permettant aux opérateurs postaux de percevoir les droits et taxes à l'origine et de les verser aux douanes de destination par l'intermédiaire de parties qualifiées certifiées, dans le cadre du système de déclaration en douane (CDS) de l'UPU.
- Une analyse préalable du décret américain suspendant l'exemption de minimis de 800 \$EU a mis en évidence des défis majeurs en matière de transport aérien, de coûts et d'incohérence des directives de règlement.
- Il a été conseillé aux bureaux de poste d'exporter temporairement uniquement des documents et des cadeaux non commerciaux de faible valeur ( $\leq 100$  \$EU) jusqu'à ce qu'une solution DDP automatisée et interopérable soit disponible.

- Le cadre DDP actualisé répond désormais à ces préoccupations grâce à des contrôles HS/P&R automatisés, à l'estimation des coûts au débarquement, à l'enrichissement des messages ITMATT, aux rapports de rapprochement et au règlement centralisé futur via la compensation de l'UPU.
- La solution mondiale DDP (Delivered Duty Paid) de l'UPU est un modèle international unifié de paiement des droits de douane postaux qui permet de percevoir les droits et taxes dans le pays d'origine avant l'expédition et de les verser aux douanes de destination via un service certifié Partie qualifiée (PQ) (par exemple, Zonos pour les envois à destination des Etats-Unis).
- Elle est déployée et exploitée par le Centre de technologie postale (CTP) de l'UPU à l'aide du système de déclaration en douane (CDS).

- **Systèmes centraux concernés**

- ✓ CDS (Système de déclaration en douane)
- ✓ Données électroniques préalables (EAD)
- ✓ Messagerie ITMATT / PREDES
- ✓ API pour l'intégration avec les systèmes informatiques postaux

- **Calcul des droits et taxes**

- ✓ Le calcul du coût au débarquement (LCC) est une estimation des droits, taxes et frais.
- ✓ Il est basé sur les déclarations en douane fournies par l'expéditeur.
- ✓ L'évaluation finale est confirmée par les autorités douanières de destination.

- **Modèles de paiement et de règlement**

- ✓ Paiement à la poste
- ✓ L'expéditeur paie à l'avance une partie qualifiée (PQ)
- ✓ La PQ facture l'expéditeur après l'expédition
- ✓ La PQ règle les droits de douane et facture la poste

- **Rôle des parties qualifiées (PQ)**

- ✓ Déclaration en douane et paiement des droits de douane pour le compte de la Poste
- ✓ Règlement financier et facturation
- ✓ Garanties facultatives pour couvrir les différences entre les droits estimés et les droits définitifs

- **Mécanisme de fonctionnement**

1. L'opérateur postal soumet un projet de déclaration en douane dans l'interface utilisateur ou l'API du CDS.
2. Le CDS effectue automatiquement :
  - Validation de la conformité EAD
  - Appels à l'UPU SAVE pour valider le code SH et vérifier les interdictions et restrictions « P&R »
  - Calcul du coût au débarquement (LCC) – estimation des droits, taxes et frais
3. CDS génère un message ITMATT v1 enrichi, marqué comme DDP.
4. Les données minimales requises relatives aux droits et taxes sont copiées dans la PQ sélectionnée.
5. La PQ verse les droits à la douane de destination.
6. Modèles de règlement et de facturation pris en charge :

- La poste paie les droits de douane
- La PQ facture la poste après le paiement des droits de douane

7. Le CTP publie des rapports de rapprochement comparant :

- Le coût total estimé par rapport à la facture douanière finale, avec explication des écarts et des raisons.

8. Les règlements futurs seront centralisés via UPU\*Clearing.

▪ **Frais et charges**

- ✓ Frais de traitement UPU = 0,01 CHF par déclaration en douane
- ✓ Les frais de licence CDS et d'activation API sont appliqués conformément au barème des frais du CTP
- ✓ Frais de remise des droits de douane au niveau de l'envoi et tarification commerciale de la PQ.

**4. Principaux avantages / caractéristiques**

- ✓ Couverture mondiale pour tous les opérateurs désignés de l'UPU.
- ✓ Evaluation automatique des droits et taxes dans le CDS sans nouvelle saisie des données.
- ✓ Conformité EAD.
- ✓ Assure la transparence douanière et permet le rapprochement entre le coût de livraison estimé et l'évaluation douanière finale.

**5. Gestion des risques**

- ✓ Des différences peuvent apparaître entre les droits estimés et les droits définitifs.
- ✓ Il est conseillé aux OD de :
  - Utiliser des clauses de non-responsabilité légales à l'égard des clients
  - Facturer des montants supplémentaires le cas échéant
  - Externaliser le risque via des PQ garanties
  - Ou gérer le risque en interne grâce à des frais de traitement

**6. Conclusion**

La solution DDP de l'UPU offre un cadre normalisé, mondial et interopérable qui permet aux opérateurs postaux de proposer des services DDP comparables à ceux des transporteurs express, tout en améliorant l'expérience client, la conformité douanière et l'efficacité des règlements financiers.



## Annexe 1

### RAPPORT DE LA REUNION DE LA TASK FORCE DE L'UPAP SUR LE RESPECT DU DECRET AMERICAIN

#### 1. CONTEXTE

- Le 30 juillet 2025, le Président des Etats-Unis d'Amérique a signé un décret suspendant l'exemption de droits de minimis pour toutes les importations aux Etats-Unis, indépendamment de la valeur, du pays d'origine ou du mode de transport, à compter du 29 août 2025. La mise en œuvre de ce décret aura des conséquences opérationnelles et financières désastreuses pour les opérateurs postaux africains qui envoient des colis et des petits paquets aux Etats-Unis ;
- Le Secrétariat général a organisé une réunion virtuelle de concertation des Etats membres de l'UPAP le 21 août 2025 afin de discuter du décret, de ses implications et de recommander des mesures de mise en conformité et de plaidoyer ;
- La Task Force de l'UPAP sur le respect du décret américain, composée de membres des groupes de travail de l'UPAP sur la chaîne logistique et la rémunération, a été créée en tant qu'équipe conjointe ad hoc par les membres participant à la réunion de concertation de l'UPAP sur le décret américain le 21 août 2025 ;
- La Task Force de l'UPAP sur le respect du décret américain a tenu sa réunion en ligne le 26 août 2025 ;
- Les Etats membres de l'UPAP présents étaient les coprésidents, l'Egypte et le Malawi, ainsi que les autres membres, à savoir l'Algérie, la RDC, le Ghana, Nigeria, le Sénégal et la Tanzanie.
- Les Etats membres de l'UPAP absents étaient le Cameroun, et la Côte d'Ivoire.
- Le Secrétariat général a présenté les termes de référence (TdR) devant orienter le travail de la Task Force ;
- Le coprésident de la Task Force, l'Egypte, a présenté un document qui a servi de cadre à la conduite de la réunion et a apporté une contribution inestimable aux discussions de la journée..

#### 1.1 Documents de référence

<b>EmIS 156/2025</b>	<b>Etats-Unis d'Amérique – Suspension de l'exemption de minimis en franchise de droits</b>
<b>Décret présidentiel américain</b>	<a href="#"><u>SUSPENSION DE L'EXEMPTION DE MINIMIS EN FRANCHISE DE DROITS</u></a>
<b>Décret présidentiel américain</b>	<a href="#"><u>MODIFICATIONS SUPPLEMENTAIRES DES TAUX TARIFAIRES RECIPROQUES</u></a>

#### 2. CREATION ET OBJECTIF DE LA TASK FORCE

Une Task Force a été mise en place pour se pencher sur les incidences du décret américaine sur le secteur postal africain et prodiguer des conseils dans ce sens.

<b>Dénomination</b>	<b>Task Force sur le respect du décret présidentiel américain</b>
<b>Membres</b>	<b>Pays chefs de file :</b> Egypte et Malawi  <b>Membres :</b> Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo (RDC), Ghana, Nigéria, Sénégal et Tanzanie  <b>Secrétariat :</b> Secrétariat général de l'UPAP

<b>Objectifs</b>	Evaluer l'impact du décret présidentiel américain suspendant le traitement de minimis en franchise de droits sur les opérateurs postaux désignés et de garantir le respect de ses dispositions.
------------------	---

## 2.1 TERMES DE REFERENCE DE LA TASK FORCE

N°	Description	Statut
i.	Analyser les implications du décret présidentiel américain sur les opérations postales africaines	
ii.	Evaluer l'impact sur le traitement des expéditions, le dédouanement et la perception des droits.	
iii.	Identifier les défis opérationnels et de conformité	
iv.	Assurer le suivi des solutions globales proposées par l'UPU ou d'autres entités pour surmonter les défis et s'adapter aux nouvelles procédures	
v.	Partager des informations et des bonnes pratiques avec les membres	
vi.	Aider les OD africains à identifier des fournisseurs qualifiés de solutions DDP (Livraison en franchise).	

## 3. ANALYSE DU DECRET PRESIDENTIEL AMERICAIN

Un décret américain supprime le seuil de minimis de 800 dollars pour les importations en franchise de droits. Toutes les marchandises entrant aux Etats-Unis, quelle que soit leur valeur ou leur origine, seront désormais soumises à des droits de douane. Cette mesure vise à lutter contre le trafic de drogue, à réduire les manipulations commerciales et à garantir le respect des droits de douane.

### 3.1 Points principaux :

#### I. Suppression des minimis pour les envois postaux :

- Tous les envois postaux **entrants aux Etats-Unis** seront soumis à des **droits de douane prépayés** à partir du **29 août 2025**.
- Envois **sans les droits prépayés** seront **rejetés**.

#### II. Des exemptions s'appliquent toujours à :

- *Envois de la poste aux lettres contenant uniquement **des documents**.*
- *Les cadeaux non commerciaux sont **évalués à 100\$ ou moins**.*

NB : À identifier clairement dans l'ITMATT

#### III. Nouvelles méthodes de calcul des droits de douane :

Les droits seront calculés sur la base de l'**IEEPA**<sup>1</sup> taux tarifaire applicable au pays d'origine. Durant la période de transition du 29 août 2025 au 28 février 2026, les opérateurs postaux et les transporteurs doivent choisir l'une des deux méthodes suivantes (une méthode doit être appliquée systématiquement par mois) :

##### A. Tarif Forfaitaire (Option Temporaire de 6 Mois)

Taux tarifaire de l'IEEPA	Droit fixe par envoi
Moins de 16%	80 USD

<sup>1</sup> L'IEEPA est un système de classification tarifaire (catégories tarifaires de l'International Emergency Economic Powers Act). L'annexe 1 du décret exécutif (**qui contient** tous les pays et le tarif) applique aux pays qui ne sont pas répertoriés à l'annexe I du présent décret un taux de droit ad valorem supplémentaire de 10 %.

Entre 16% et 25%	160 USD
Plus de 25%	200 USD

### **B. Tarif *ad valorem* (permanent à partir de février 2026)**

- Les droits seront calculés en pourcentage sur la base du taux tarifaire **IEEPA** du pays d'origine.

### **IV. Exigence relative aux droits prépayés :**

- Les envois postaux doivent être prépayés - les droits ne peuvent pas être perçus à la livraison.
- Les expéditeurs sont responsables du paiement des droits avant l'expédition.
- Les opérateurs désignés collectent les droits auprès des expéditeurs et les transmettent au transporteur pour qu'il les remette au CBP.

### **V. Entités de recouvrement des droits autorisées :**

- Le décret considère les transporteurs comme des entités de perception des droits qualifiées pour reverser les droits perçus au **CBP**<sup>2</sup>.

**NB. Tous les transporteurs ne sont pas disposés à assumer ce rôle.**

## **4. PRINCIPAUX IMPACTS SUR LES OD AFRICAINS**

1. Baisse attendue des volumes sortants vers les Etats-Unis.
2. Augmentation des frais d'expédition pour les envois postaux sortants vers les Etats-Unis.
3. Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour développer et mettre en œuvre des solutions techniques permettant d'offrir des services de livraison droits acquittés (DDP) pour les envois postaux sortants destinés aux Etats-Unis.
4. La complexité de la gestion des accords avec des partenaires qualifiés :
  - Transférer à l'avance le montant des droits aux Etats-Unis ;
  - La valeur déclarée vs la valeur acceptée ;
  - Le règlement (Comment récupérer la différence auprès des expéditeurs) ;

### **4.1 Défis**

- i. La plupart des compagnies aériennes ont informé les OD qu'elles ne transporteraient plus de courrier destiné aux Etats-Unis, quelle que soit la catégorie de courrier.
- ii. Dans la plupart des cas, le courrier en partance d'Afrique vers les Etats-Unis est acheminé par plusieurs compagnies aériennes, d'où la nécessité de faire appel au transporteur du dernier tronçon ;
- iii. Il est nécessaire de clarifier la manière de gérer les exemptions puisque les compagnies aériennes refusent le transport de courrier vers les Etats-Unis, quelle que soit la catégorie de courrier ;
- iv. De plus en plus de pays (OD), environ 30 à ce jour, ont suspendu l'acceptation du courrier en transit ouvert et fermé pour les envois contenant des marchandises à destination des Etats-Unis ;
- v. Le processus de perception des droits à l'acceptation et de leur reversement par l'intermédiaire des compagnies aériennes est à la fois fastidieux et coûteux pour les opérateurs désignés ;
- vi. Les conseils sur le choix recommandé du fournisseur de solutions DDP à engager ne sont pas spécifiques.

## **5. ACTIONS RECOMMANDEES AUX OPERATEURS POSTAUX AFRICAINS**

### **1. Décisions immédiates concernant le courrier sortant**

Les OD doivent prendre des mesures immédiates pour limiter le courrier sortant vers les Etats-Unis sur :

<sup>2</sup> **CBP**, douanes américaines, protection des frontières

- Envois de la poste aux lettres contenant uniquement **des documents**.
- Cadeaux **non commerciaux (non-documents)** d'une valeur de **100 USD** ou moins.

## 2. Auto-évaluation de l'état de préparation

Chaque opérateur désigné africain devrait évaluer de toute urgence sa position actuelle par rapport au décret présidentiel américain, en se concentrant sur le/la/les :

- i. Volume de courrier sortant vers les Etats-Unis
- ii. Systèmes postaux (IPS/ IPS.Post, CDS ou autres).
- iii. Composition des envois postaux vers les Etats-Unis (contenu, valeur, catégorie)
- iv. Moyens de transport aérien utilisés (transit).
- v. Transporteurs internationaux.

## 3. Solutions opérationnelles et techniques

Les opérateurs désignés doivent déployer des solutions DDP ou les intégrer à leurs systèmes postaux actuels pour se conformer au décret. Cependant, la décision de choisir un partenaire qualifié pour fournir des solutions DDP appartient exclusivement au CBP. Le <sup>3</sup>site web officiel du CBP contient la liste des entités qualifiées/parties autorisées à percevoir les droits.

## 4. Engagements avec d'autres parties prenantes

- i. L'Afrique doit suivre de près l'évolution de la situation concernant les progrès réalisés par le CTP dans l'élaboration d'une solution DDP avant d'engager des entités privées.
- ii. Le Secrétariat général de l'UPAP facilitera des engagements avec des parties privées identifiées afin que les opérateurs désignés puissent apprécier les solutions proposées.
- iii. Le Secrétariat général de l'UPAP engagera l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA) sur la question de la perception des droits de douane par les compagnies aériennes africaines.

## 5. Coordination continue avec l'UPU

- Coordination continue avec l'UPU pour rester informé des mises à jour mondiales, des orientations et du soutien à la mise en œuvre du décret.
- Les précisions suivantes doivent être recherchées :
  - i. Comment les exemptions à l'ordonnance seront traitées puisque les transitaires et les transporteurs postaux refusent de traiter tout le courrier à destination des Etats-Unis, quelle que soit la catégorie ;
  - ii. Les Opérateurs désignés (OD) seront-ils rémunérés pour la collecte des droits au nom des Etats-Unis ?
  - iii. Comment les conversions de taux de change seront gérées puisque les droits seront perçus en monnaie locale et nécessaires instantanément, alors que les processus de contrôle des échanges peuvent prendre beaucoup de temps ;
  - iv. Informer le CTP concernant l'élaboration de la solution DDP ;
  - v. Quels sont les fournisseurs de solutions DDP privés recommandés ?

## 6. CONCLUSION

- Le respect du décret représente un défi majeur pour les bureaux de douane africains. À cette fin, une consultation continue est nécessaire pour atténuer ses effets négatifs, notamment sur les opérations postales et la collecte des recettes.

---

<sup>3</sup> <https://www.cbp.gov/trade/basic-import-export/e-commerce>